

Le Monde

Il n'y a pas de « deuxième exode rural » en France

LE MONDE IDEES | 09.08.2016 à 16h07 • Mis à jour le 09.08.2016 à 17h37 | Par Daniel Behar (géographe et professeur à l'école d'urbanisme de Paris (Université Paris Est))



Quartier du Championnet à Grenoble, le 8 mars 2010

Photo : JEAN-PIERRE CLATOT / AFP

La question territoriale est à l'ordre du jour. Les mutations de la société contemporaine s'inscrivent sur les territoires et les transforment de façon accélérée. Il est donc légitime et nécessaire que les médias investissent cette question et la place au centre du débat public. Il est en revanche regrettable que cela conduise à énoncer des contresens patents comme l'a fait Le Monde en annonçant en Une de son édition du 6 août dernier l'apparition d'un « deuxième exode rural » en France. L'article qui développait ce

propos était consacré à la dévitalisation des bourgs et villes centres. Quel rapport entre ce titre accrocheur et l'article qui le justifiait ? Aucun.

Bon nombre de bourgs et villes-centres font bien l'objet d'une désaffection résidentielle et commerciale qui s'accélère depuis une dizaine d'années. Mais comment y voir un nouvel exode rural ? C'est en réalité l'inverse qui se produit. Les bourgs et communes-centres se vident au profit des territoires « néo ruraux » ou péri urbains qui les entourent. Il suffit de se promener en France pour constater ce phénomène: des communes-centres où l'habitat et le commerce sont en perte de vitesse et autour des zones commerciales ou des lotissements pavillonnaires florissants. Et cette tendance touche la plupart des territoires quel que soit le contexte régional, de Dunkerque à Pau en passant par Châlons-en-Champagne ou Le Puy-en-Velay. C'est en réalité une désaffection de « l'urbain ordinaire » au profit d'une dynamique de diffusion rurale que l'on constate.

Les métropoles résistent mieux

Faudrait-il y voir une conséquence de « la métropolisation de l'économie française » comme le met en avant le titre en question ? Là encore, aucun rapport si ce n'est que seules les métropoles et les plus grandes villes échappent à ce phénomène et subissent à l'inverse un processus de gentrification de leurs centres qui attirent des groupes sociaux intéressés par leurs aménités urbaines. En réalité, cette désaffection de l'urbain ordinaire trouve son origine dans notre propension contemporaine au « zapping territorial » permanent. Nous n'abandonnons pas ces villes-centres. Nous préférons les pratiquer comme touristes, au titre de leurs qualités patrimoniales ou comme utilisateurs de leur offre de services (marchés forains, hôpitaux, lycées etc.), tout en vivant à l'écart de leurs contraintes (stationnement). Il faut donc y voir une conséquence de la globalisation par le bas, au quotidien, peu ou prou choisie, de nos modes de vie davantage qu'un effet subi de la mondialisation et de la métropolisation de notre économie.

La dévitalisation des bourgs et communes-centres qui constituaient l'armature urbaine de la France est un phénomène majeur et inquiétant. Il doit faire débat. Dans quelle mesure est-on en capacité de le contrer et d'y remédier ? Dans quelles situations, faut-il à l'inverse en prendre acte et gérer une forme de « rétraction urbaine » comme cela est pratiqué ailleurs comme en ex-Allemagne de l'Est par exemple ? Mais il serait pour le moins regrettable et dangereux - en ce que cela alimente un populisme latent - de réduire ce débat à une opposition entre métropoles et rural fantasmée et infondée.